

Fondement de l’Economie Sociale et Solidaire

Gourm’Handi’Ses



Libert Matthieu

Dinet Florent

Huguet Virginie

Sommaire

Introduction

1. Présentation Gourm’Handi’Ses
2. Présentation de l’APAEI
3. Historique et origines du projet
4. Concepts de l’ESS dans le projet (solidarité, local, utile…) : grands principes. Ce que dit le gouvernement.
5. Utilité sociale-écologique-culturelle du projet, les valeurs à l’origine du projet
6. Partenariats de l’ess avec la structure (nature, objet, format, enjeux…)
7. Les objectifs à terme ou en continu du projet

Conclusion

Index

Bibliographie

Dans une société dite de « consommation » ou l’argent est monarque absolu on distingue de plus en plus l’essor d’un secteur florissant ayant un avenir prometteur, l’économie sociale et solidaire(ESS). Elle tient compte de deux axes majeurs : l’aspect social et la solidarité. C’est-à-dire qu’au lieu de mettre le profit au centre de l’entreprise, les structures de l’ESS place l’humain en son centre.

Ce secteur aborde des problématiques peu ou pas prises en compte par les sociétés classiques, notamment une participation pleine et entière des salariés, une proposition de participation à des projets collectifs, une répartition plus juste des bénéfices.

L’Economie Sociale et Solidaire jouit d’une reconnaissance nationale depuis 1981 et est un mouvement en plein essor, en est la preuve le nombre de structures actives ou projetées, tant au niveau régional que national. C’est donc dans cet esprit que les parlementaires et gouvernements soutiennent les actions de ce secteur tant pour leurs importance économique que pour leurs bienfaits pour la société.

Afin d’étayer nos propos sur l’Economie Sociale et Solidaire nous avons décidés de prendre comme structure, la boutique Gourm’Handi’Ses de Caen qui a pour but d’insérer les personnes en situation de handicap au travers de la production et vente de produits en chocolat. Cette structure reflète non seulement l’enjeu de ce secteur mais également son potentiel d’évolution sur les décennies à venir.

Nous aborderons dans ce dossier trois points majeurs d’une structure de l’Economie Sociale et Solidaire (ESS) à savoir dans un premier temps, l’origine et l’histoire de la conception de ce projet. Ensuite nous poursuivrons sur les enjeux et aspects financiers en place pour enfin terminer sur une analyse plus conséquente des liens relationnels entre cette structure et les aspects majeurs liés à l’ESS.

1. Présentation Gourm’handi’ses

Nous avons décidé de faire notre projet sur ***Gourm’handi'ses***. C’est un magasin spécialisé dans la vente de produits fabriqués en établissement et service d'aide par le travail (ESAT), Centre d’Aide par le Travail (CAT) et autres établissements accueillant des personnes handicapées mentales. ***Gourm’handi'ses*** répond au nouveau défi qui s’impose aux établissements de travail protégés : qui est de diversifier leurs activités en développant des productions propres pour compenser les pertes de marchés de sous-traitance soumis aux lois de la mondialisation et des délocalisations.

Il est situé rue de la Fontaine à Caen (derrière les Galeries Lafayette). A son ouverture en novembre 2006, il était le 4eme magasin de ce type en France. ***Gourm’handi'ses*** est un projet de l’Association de Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales (APAEI) de Caen.

***Gourm’handi'ses*** est aussi un point de rencontre. La monitrice d’atelier et les travailleurs handicapés qui travaillent au magasin accueillent les clients, les conseillent mais aussi peuvent leur servir le café ou le thé pour prendre le temps d’une rencontre.

Au-delà de la mission commerciale, la boutique propose aux travailleurs handicapés un nouveau débouché avec les métiers de la vente et de la relation client.

***Gourm’handi'ses*** travaille en étroite collaboration avec le CAT de Colombelles car il jouit d’une excellente réputation en ce qui concerne ses chocolats.

La boutique Gourm’handi'ses permet donc, à travers ses produits de faire découvrir les différents produits issus du CAT de Colombelles à de nouveaux clients.

Pour compléter l’offre, de nombreux établissements à travers toute la France ont été sollicités.

On trouve dans les rayons de nombreuses spécialités culinaires, des biscuits, des chocolats, du thé, mais aussi des produits de décoration, des allumes feux,….  
Pour entrer dans les références du magasin, deux conditions sont obligatoires :

* Avoir des produits de qualité
* Fabriqué ces produits en ESAT ou en entreprises adaptés

Le Magasin est né d’une initiative de l’APAEI de Caen. L’Apaei en est la gouvernante.

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

II. Présentation de l’APAEI

L'Apaei de Caen est l’Association de Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales, elle est située 15 Rue Elie de Beaumont à Caen. L’association a été créée le 12 janvier 1957, elle est membre de l'Unapei (Union Nationale), reconnue d'utilité publique.

L'Apaei de Caen adhère à la charte pour la dignité des Personnes Handicapées Mentales et à la charte éthique et déontologique de l'Unapei qui reconnait les droits suivants à toutes les personnes en situation de handicap mental :

* Droit à la vie
* Droit à l’éducation et à la formation
* Droit au travail et à l’emploi
* Droit au logement
* Droit aux loisirs et au sport
* Droit à la culture
* Droits à l’information
* Droit à la santé
* Droits à des ressources décentes
* Droits de se déplacer librement

Les Buts de l’Apaei sont :

* L’Information, le conseil, le soutien :

L’Apaei essaye d’apporter aux familles, aux responsables d'une personne handicapée mentale et aux personnes handicapée mentale elles-mêmes, un appui moral et matériel dans un esprit d'entraide et de solidarité.

* La Promotion des capacités, l’intégration, l’autonomie sociale :

L’association essaye de promouvoir le développement et l'accompagnement de la personne handicapée mentale en lui donnant les moyens de développer toutes ses capacités, en favorisant son intégration la plus complète, en l'aidant à atteindre la plus grande autonomie possible afin de lui permettre de s'épanouir pleinement et de s'insérer socialement.

* La Création, la pérennisation, la gestion des structures d'accompagnement et de résidence :

L’association a créé des établissements mettant en œuvre tous les moyens permettant l’éducation, la rééducation, l'adaptation, la mise au travail, l'insertion sociale, l'hébergement, l'organisation des loisirs et la pratique des sports.

* Le Lobbying local et national :

L’association poursuit auprès des pouvoirs publics, autorités publics et divers organismes locaux, la défense au point de vue matériel et moral des intérêts généraux des personnes handicapées mentales à toutes les étapes de l'existence (enfance, âge adulte, vieillesse).

* La Sensibilisation du grand public :

Informer l'opinion public en faisant ressortir le rôle essentiel de l'association tant sur le plan éthique que sur le plan économique et social.

* Développement de partenariats :

Sensibiliser tous les intervenants et partenaires médicaux ou sociaux afin de construire un véritable réseau d'accompagnement et de soin.

Le Fonctionnement :

L’Apaei est une Association loi 1901, elle est administrée par des bénévoles, pour la plupart parents d’enfant ou d’adulte en situation de handicap mental.

L’assemblée générale annuelle (dernier samedi de novembre) vote le rapport d’activité de l’année écoulée, le rapport financier, et le rapport moral et d’orientation. Ce dernier définit la politique et les actions de l’Apaei de Caen pour l’année à venir.  
Au cours de l’assemblée générale, les adhérents à jour de leur cotisation élisent un tiers du Conseil d’administration (7/21). Le mandat d’un Administrateur est de 3 ans, renouvelable. Le Conseil d’Administration se réunit au moins 4 fois par an.  
Le jeudi suivant l’Assemblée Générale a lieu un Conseil d’Administration où les administrateurs élisent parmi eux :

* Le Président
* Le 1er et le 2eme Vice-Président
* Le Secrétaire et le secrétaire adjoint,
* Le Trésorier et le Trésorier adjoint,
* Les administrateurs délégués.

Ces élus sont membres du Bureau. Ils se retrouvent tous les jeudis soirs pour traiter toutes les affaires liées au fonctionnement de l’association et de ses établissements.  
Ils mettent en œuvre la politique construite par le Conseil d’Administration et votée par l’Assemblée Générale. Ils s’assurent de l’avancement des projets et mettent en œuvre les actions nécessaires à leur aboutissement.

* 1. Historique

L‘Apaei de Caen a été créé le 12 janvier 1957, cette même année l’association a ouvert son premier établissement spécialisé pour enfants à Caen, l’établissement a dû déménager sur Ranville en 1965.

Le 30 Avril 1960, l’union nationale de l’Apaei (Unapei) fut créée.

L’Unapei fut reconnue d’utilité publique le 30 aout 1963, l’année de l’adoption de la déclaration des nations unies sur la protection des droits des handicapés mentaux. Cette déclaration a été prolongées en 1972, à l’instigation de l’unapei, par une déclaration sur les droits des déficients mentaux.

En 1968, l’Etat Français adopte la loi sur la protection juridique des majeurs.

En 1969, l’Apaei ouvre un premier CAT à St Andrée sur Orne.

En 1971 l’Apaei crée un complexe d’hébergement pour les travailleurs du CAT de St Andrée sur Orne.

En 1973 l’Apaei crée un service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) sur Caen.

Dans la foulé, en 1974 un second CAT s’ouvre à Ifs.

En 1975, promulgation de la loi d’orientation des personnes handicapée et de la loi sur les institutions sociales et médico-sociales.

En 1979, l’Apaei crée un institut médico-éducatif (IME).

En 1982, ouverture de l’atelier Protégé Guynemer par l’Apaei.

En 1987, création de l’unité d’accueil de Polyhandicapés par l’Apaei.

En 1990 l’Unapei est reconnu grande cause Nationale, cette même année l’Apaei ouvre un 3eme CAT à ifs avait une capacité d'accueil de 22 places.  
  
Suite à la fermeture de l'atelier protégé en 1995, une extension de 15 places a été effectuée en 2001. Pour permettre les agrandissements nécessaires, le CAT s’est implanté à Colombelles. Aujourd’hui, l’agrément est de 111 places.  
  
Les sources de financement pour assurer l’activité sont :

* Un financement d'Etat au moyen d'une dotation globale sous couvert de l'A.R.S pour son activité sociale.
* Un financement annexe, produit de l'activité professionnelle de l'établissement.

En 2000, l’Apaei ouvre un SESSAD pour enfant autistes.

En 2001, ouverture d’un complexe d’hébergement pour travailleur en CAT de Blainville sur Orne par l’Apaei.

En 2004, ouverture de la structure d’accueil de jour et d’hébergement de Blainville sur orne par l’Apaei.

En 2005, adoption de la loi pour l’égalité des chances.

En 2006, ouverture du magasin Gourm’handi’ses.

L’économie sociale et solidaire constitue maintenant une part importante (10% PIB) de l’activité en France et par définition des emplois. Ce secteur emploie dans l’hexagone, 2,3 millions de personnes soit 10,3% des emplois salariés. [[1]](#footnote-1)

Dans cette partie nous verrons les principaux points de l’ESS (Economie Sociale et Solidaire), la définition institutionnelle de ce secteur et son implantation régionale en Basse-Normandie.

Nous pourrons ainsi mettre en lien ces principes avec les actions menées par l’ESAT de Colombelles et l’APAEI du Calvados sur ce projet de chocolaterie Gourm’Handi’Ses. Par la suite nous évoquerons les principaux partenaires de ce projet pour enfin conclure sur les ambitions, objectifs à long terme visés.

* 1. Concepts de l’ESS du projet, les grands principes

Abordons désormais la vision institutionnelle de l’Economie Sociale et Solidaire ainsi que son imprégnation locale.

Le concept d'[économie sociale et solidaire](http://www.economie.gouv.fr/economie-sociale-et-solidaire-de-quoi-parle-t-on) (ESS) désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations. Leur fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale.

Ces structures adoptent des modes de gestion démocratiques et participatifs. Elles encadrent l'utilisation des bénéfices qu'elles réalisent : Il ne peut y avoir de profit individuel et les résultats sont réinvestis dans la structure. Leurs ressources financières sont généralement en partie publiques[[2]](#footnote-2).

A l'occasion du Mois de l'ESS, le ministère revient sur la [loi relative à l'économie sociale et solidaire](http://www.economie.gouv.fr/ess-economie-sociale-solidaire/loi-economie-sociale-et-solidaire) (ESS) du 31 juillet 2014, dont la plupart des décrets seront publiés entre novembre 2014 et janvier 2015.

Cette loi pose les bases d’un véritable changement d’échelle de l’ESS, aujourd’hui essentiellement constituée d’entreprises de petite taille, en donnant pour la première fois une définition de ce mode d’entreprendre spécifique et en lui attribuant les moyens de se développer.

L'économie sociale et solidaire est le terme générique pour désigner les groupements de personnes (et non de capitaux) jouant un rôle économique : les coopératives de toutes natures (salariés, usagers, d'entreprises et agricoles), les mutuelles (d'assurance ou de prévoyance santé), les associations gestionnaires.

Dans le contexte de l'économie libérale, l'économie sociale est née et a pris de l'importance au XIXe siècle dans tous les pays développés sous l'influence de courants divers (chrétiens, libéraux, socialistes…) et à l'initiative du patronat social aussi bien que du syndicalisme pour que vivent, à côté de celles ayant pour objet la rentabilité et la rémunération du capital investi, des initiatives économiques et sociales fondées sur des principes et répondant à des finalités de liberté et d'égalité sociétale.

C'est donc l'alliance de ces 4 familles : mutuelles, coopératives, associations et fondations gestionnaires qui vit sous le concept «économie sociale», reconnue officiellement par décret en 1981.

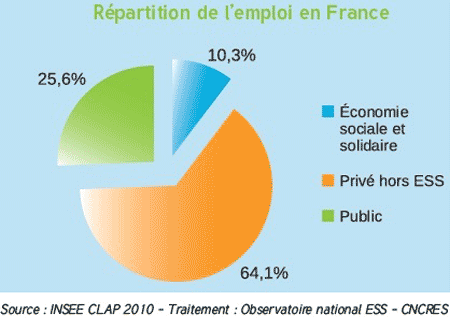
A l'origine, l'Economie solidaire désigne les initiatives de solidarité conduites auprès des personnes en situation d'exclusion : les acteurs de l'insertion par l'activité économique.

Les entreprises de l'économie sociale se distinguent des sociétés de capitaux par leurs spécificités :

* La non-lucrativité et la juste répartition des excédents:   
  Le principe de non-lucrativité s’exprime par une redistribution équitable des excédents ou des bénéfices au service de l’outil de travail (investissement, ressources humaines).
* La gestion démocratique :  
  C’est l’application du principe « une personne = une voix » au sein d’une instance dirigeante.
* La libre adhésion :  
  L’économie sociale et solidaire implique la liberté d’adhérer à l’établissement et de se retirer à tout moment.
* La solidarité :  
  L’économie sociale et solidaire propose à la personne d’adhérer et de participer à un projet collectif d’entreprise.

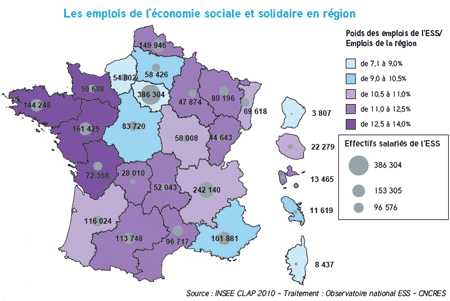
L'économie sociale et solidaire en France (1), c'est aussi plus de 56 milliards d'euros de salaires bruts distribués, plus de 2,34 millions d'emplois salariés soit de 10,3 % de l'emploi privé et public, à travers ses 222 900 établissements employeurs.

[[3]](#footnote-3)



Abordons par la carte du territoire français ci-dessous, la répartition des emplois de l’ESS par région (découpage régional effectif pour l’année 2010).

[[4]](#footnote-4)



Sur le plan régional, en Basse Normandie, le secteur de l’Economie Sociale et solidaire réunit près de 60 000 personnes soit environ 12,7% de l’emploi salarié dans la région.

Au sein de l’ESS, 76,8% des personnes travaillent dans une association (soit environ 46 000 personnes), 16,5% en coopératives (10 000 personnes), et environ 3,3% pour les établissements mutualistes et le même chiffre pour les fondations.

Ainsi on comprend mieux la force de ce secteur qui, en plus d’être fort d’une base solide reste un secteur stable économiquement de par son implication locale (dans l’Orne, le secteur de l’ESS représente 17,3% de l’emploi). Ce qui révèle bien que dans les zones difficiles d’emploi de par l’isolement géographique ou le manque d’investissement, le secteur de l’ESS constitue une force stable non déplaçable.

Fort de ce constat, nous allons aborder plus en détail le projet de chocolaterie Gourm’Handi’Ses à Caen dans le Calvados.

* 1. Utilité sociale, écologique, culturelle du projet, les valeurs à l’origine du projet

Le projet de la chocolaterie n’est pas uniquement un enjeu économique pour l’ESAT de Colombelles, responsable de la gestion du site de production et de vente. Ainsi Gourm’Handi’Ses correspond tout à fait au secteur de l’Economie Sociale et Solidaire en regroupant trois points important pour ce secteur : Ces trois points sont les suivants : l’utilité sociale, écologique et culturelle que nous allons détailler dès à présent.

Sur le plan social, le projet propose, une insertion par le travail. Les activités réalisées par les travailleurs en situation de handicap sont variées, cela passe par la production de chocolats artisanaux mais également par l’accompagnement à la vente de produits fabriqués dans les différents ESAT nationaux comme des biscuits secs et autres consommables, le tout sous la forme d’une épicerie fine. Enfin la boutique propose une espace « salon de thé » dédié à la consommation de thé et autres boissons chaudes non alcoolisées.

En effet cette chocolaterie revêt une utilité sociale forte car elle permet à des personnes en situation de handicap mental de s’insérer dans la vie professionnelle et sociale grâce à l’activité d’une profession. Ainsi les personnes en situation de handicap acquièrent des compétences professionalisantes et favorisent leur insertion sociale et leur épanouissement personnel.

Sur le plan écologique, la chocolaterie se base essentiellement sur des circuits courts, son site de production de chocolat se trouvant dans une zone géographique très réduite (Caen-Colombelles : moins de 10km) nécessitant moins de temps de transport et donc un bilan écologique moins lourd.

Enfin, tout projet lié à l’Economie Sociale et Solidaire revêt une utilité culturelle, ici le terme de culturel n’aborde pas exactement tous les points du projet ainsi il lui est préférable d’employer le terme éducatif. Ce projet permet avant tout d’apprendre aux personnes en situation de handicap mental à se responsabiliser et s’organiser. z

Depuis le 30 Juillet 2013, les ESAT, gérés par l’APAEI de Caen ont obtenu l’agrément « Entreprise Solidaire », cet agrément est admissible de droit pour les structures d’insertion par l’activité économique et les entreprises adaptées conventionnées par l’Etat. Il permet de faire valoir son utilité sociale et son aspect solidaire d’un point de vue économique et apporte donc une reconnaissance dans ce milieu et le milieu institutionnel.

* 1. Partenariats de l’ESS avec la structure (nature, objet, format, enjeux…)

Le principal partenaire de ce projet est l’APAEI de Caen qui a lancé le projet et qui a ensuite proposé à l’ESAT de Colombelles de prendre l’organisation et la production de la filière chocolaterie.

Ainsi le process de fabrication se compose au niveau annuel : Sur la période Septembre-Décembre, l’ESAT s’occupe de toutes les commandes concernant la fabrication de chocolat pour les fêtes de fin d’années. Ensuite de Janvier à Avril, une seconde vague de production s’ajoute qui concerne les commandes liées à la fête religieuse de Pâques. Enfin la période Mai-Juillet est consacrée à la recherche de nouveaux produits, de nouvelles gammes, nouveaux processus de fabrication, à l’innovation et à l’entretien des machines.

* 1. Les objectifs à terme ou en continu du projet en lien avec l’insertion

Les objectifs visés de ce projet sont bien sur l’insertion des personnes en situation de handicap. Pour cela, un objectif économique survient : pérenniser la boutique et son activité chocolat. La boutique peut donc envisager d’élargir la gamme de produits proposés, fabriqués à l’ESAT de Colombelles ou bien dans les autres structures d’insertion par le travail.

En plus de l’élargissement des gammes de produits se basant sur une recherche et développement constant, une idée est soulevée, celle d’utiliser la partie salon de thé comme salle de coworking. Situé sur un axe passant majeur de la ville de Caen, la boutique peut en effet envisager d’accueillir des personnes souhaitant travailler dans un lieu ouvert sur une courte durée (de une à quatre heures). Pour cela il suffit de mettre à disposition une connexion internet pour les usagers qui peuvent pendant leur temps présent, consommer les produits vendu par la structure.

En plus de la consommation de biens, les co-workers, très présents sur les réseaux sociaux et sites spécialisés communiquent de manière important sur les lieux de coworking. Ainsi ce projet pourrait développer de manière conséquente l’activité de vente de produits en boutique.

Conclusion

Le magasin Gourm’handi’ses est donc bel et bien un acteur de l’Economie sociale et solidaire. Il est tenu par une association loi 1901, a une fonction économique, la vente de produit fini, une fonction sociale avec l’emploi de personnes en situation de handicap, et une fonction solidaire en permettant la commercialisation des produits des ESAT.

La boutique Gourm’Handi’Ses est un bon exemple de structure d’insertion qui tend à se pérenniser, on peut voir comme projet futur d’agrandir la gamme de produits vendus ou bien la mise en place d’espace coworking au sein même de la boutique.

Le magasin répond ainsi aux demandes sociales et économiques. En 2011, seul 35 % des personnes de 15 à 64 ans reconnues handicapées sont en emploi, contre 64 % pour l’ensemble de la population. 56 % des personnes reconnues handicapées sont considérées comme inactives au sens du BIT et leur taux de chômage s’élève à 21 %, soit plus du double de celui de l’ensemble des personnes en âge de travailler (9 %).

La demande d’emploi pour les personnes en situation de handicap est donc encore conséquente, et cela alors que la loi pour l’égalité des chances du 11 février 2005 oblige tous les employeurs d’entreprise de plus de 20 équivalent temps plein à employer 6% de personnes en situation d’handicap.

Il est donc légitime de croire au besoin de renforcer les sanctions à l’encontre des entreprises ne respectant pas leurs obligations sociales, sensibiliser la population sur ce problème pour voir évoluer les comportements et enfin ne plus voir les personnes en situation de handicap discriminées sur le marché du travail.

INDEX

A.P.A.E.I : L’Association de Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales

A.R.S : L’agence régionale de santé est un [établissement public administratif](http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tablissement_public_administratif) de l'État français chargé de la mise en œuvre de la politique de santé dans sa région

C.A.T : Les Centres d’aide par le travail sont l’ancien nom des E.S.A.T

E.S.A.T : Un établissement et service d'aide par le travail (ESAT) est en France un [établissement médico-social](http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tablissement_social_ou_m%C3%A9dico-social_en_France) de [travail](http://fr.wikipedia.org/wiki/Travail_%28%C3%A9conomie%29) protégé, réservé aux personnes [en situation de handicap](http://fr.wikipedia.org/wiki/Handicap) et visant leur [insertion ou réinsertion sociale et professionnelle](http://fr.wikipedia.org/wiki/Insertion_sociale_et_professionnelle).

I.M.E : Les instituts médico-éducatifs désignés sont des établissements de soins [français](http://fr.wikipedia.org/wiki/France) qui accueillent les enfants et adolescents atteints de [handicap mental](http://fr.wikipedia.org/wiki/Handicap_mental) présentant une prédominance intellectuelle liée à des troubles [neuropsychiatriques](http://fr.wikipedia.org/wiki/Neuropsychiatrie) : troubles de la personnalité, moteurs et sensoriels, de la communication.

S.E.S.S.A.D : Un service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) est en [France](http://fr.wikipedia.org/wiki/France) un service de soins pouvant intervenir « à domicile » auprès de [personnes handicapées](http://fr.wikipedia.org/wiki/Handicap).

BIBLIOGRAPHIE

* Cress PACA :

[www.cresspaca.org/ess-presentation-fondements.htm](http://www.cresspaca.org/ess-presentation-fondements.htm)

* Ministère des finances et comptes publiques/ Ministère de l’Economie, l’Industrie et du Numérique :

<http://www.economie.gouv.fr/ess-economie-sociale-solidaire>

* Coeptis : valeurs et fondements de l’ESS :

*www.coeptis.coop/.../EEES-COEPTIS-Valeurs-et-Fondements-de-ES.pdf*

* Université Paris Est - Marne la Vallée : Fondement de l’ESS :

<http://www.u-pem.fr/chaire-economie-sociale-solidaire/publications/cahiers-de-la-chaire/les-fondements-microeconomiques-de-leconomie-sociale-et-solidaire/>

* Handicap.fr :

<http://informations.handicap.fr/decret-loi-fevrier-2005.php>

* APAEI Caen :

<http://apaei-caen.org/>

* UNAPEI France :

<http://www.unapei.org/>

1. L’économie Sociale et Solidaire, un levier pour le développement des territoires ruraux. CRESS 2014 [↑](#footnote-ref-1)
2. Site internet des finances et des comptes publiques : http://www.economie.gouv.fr/ess-economie-sociale-solidaire [↑](#footnote-ref-2)
3. Site de la CRESS Rhône-Alpes. [↑](#footnote-ref-3)
4. [« Panorama de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions » - Observatoire National de l'ESS – CNCRES – édition 2012](http://www.cresspaca.org/upload/documents/panorama-de-less-en-france-168.pdf) [↑](#footnote-ref-4)